

Voisins mal-aimés, dans la maison européenne : le point aveugle de l'Europe de l'Est¹

Stefan Padberg

Résumé / Abstract

Les pays d'Europe de l'Est et leurs besoins en matière de sécurité sont un point aveugle dans la géographie politique de l'Allemagne et de la France. Pour l'Allemagne, il existe des indices de la dimension historique de cette ignorance. Même certaines conférences de Rudolf Steiner n'en sont probablement pas exemptes. La notion de Mitteleuropa devrait être remise en question de manière critique en ce qui concerne une domination inhérente des peuples germanophones sur les peuples slaves occidentaux, et il faudrait examiner dans quelle mesure ses traces s'étendent jusqu'au présent actuel de la politique allemande. L'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN était due à la peur justifiée de la Russie, qui n'a pas été prise suffisamment au sérieux en Allemagne ni en France. L'article se termine par des réflexions sur la possibilité de nouvelles formations de centres nouveaux dans la phase actuelle, par rapport aux lignes de conflit internes à l'Allemagne, à l'Europe et au monde.

À l'occasion d'un voyage en Pologne en 2016 je remarquais que mon image de la Pologne était vraiment incomplète. Je tirais profit de l'impression qu'en Allemagne c'est à peine si nous savions quelque chose sur la culture, l'histoire et les débats politiques actuels de là-bas. C'était étonnant pour moi, parce que je viens de Fribourg et que j'ai grandi à la frontière française et j'ai vécu ce qu'englobe l'amitié germano-française, y compris les lycées, maternelles et échanges scolaires

franco-allemands. Cela n'existe guère en ce qui concerne la Pologne — notre plus grand voisin avec la France — à l'échelle et de manière évidente, à l'exception peut-être de Francfort sur l'Oder ou à Görlitz.

Malgré le « tournant » et la nécessité qui en a résulté d'engager un dialogue stratégique avec le gouvernement polonais, peu de choses semblent changer dans l'ignorance fondamentale envers la Pologne et l'Europe de l'Est au sens large. Pourquoi les Européens de l'Est sont-ils nos « voisins mal aimés » et placés dans un angle mort sur notre carte géo-culturelle ? Ma thèse est que si les relations avec la Pologne et l'Europe de l'Est ne sont pas clarifiées, nous ne parviendrons pas à une véritable intégration européenne ni à l'autonomie stratégique de l'Europe.

Des définitions de l'Europe de l'Est

Au plan géographique

Qu'est que l'Europe de l'Est ? Les géographes disent, qu'en gros l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural. Dans cette perspective, l'Europe de l'Est englobe la partie européenne de la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine, à l'occasion de quoi l'Ouest de l'Ukraine est souvent décrit comme une partie de la L'Europe centrale et le Nord-Ouest de la Russie volontiers comme une partie de l'Europe du Nord. En géographie, les critères de délimitation sont le climat, la topographie et la végétation. L'Europe du Nord se caractérise ainsi par les variations extrêmes de la durée du jour sous les latitudes nordiques et par la faune et la flore qui en découlent (taïga, etc.). L'Europe centrale est l'espace caractérisé par la chaîne de haute montagne des Alpes, des Dolomites, des Karavanke et des Carpates et son avant-pays septentrional — les montagnes moyennes d'Allemagne, de République tchèque, de Slovaquie et de Slovénie. Il s'étend à peu près de l'Est de la France à l'Ouest de l'Ukraine. La mer Baltique constitue la frontière entre l'Europe centrale et l'Europe du Nord, alors qu'il n'existe pas de repère topographique pour la frontière entre l'Europe de l'Est et l'Europe du Nord. Ici, on est obligé de se baser sur des distinctions au niveau du climat ainsi que de la faune et de la flore.

Ce n'est qu'un aperçu. Les géographes décriraient certainement les choses de manière plus précise. Mais ce qui m'importe, c'est la différence de méthode lorsque nous passons à la « géographie politique ».

Au plan politique

Un aménagement du territoire fondé sur la géographie, c'est-à-dire sur des facteurs tels que le climat, la végétation et la situation, présente l'avantage apparent d'être étayé par les sciences naturelles. Dans le domaine des relations internationales, il ne s'agit toutefois pas de sciences naturelles, mais de pouvoir, et plus précisément de la mécanique des relations de politique étrangère. Les facteurs géographiques jouent bien sûr un rôle, non pas au sens occasionnant, mais au sens conditionnant.

¹ L'article suivant a été rédigé à partir de la transcription de la conférence éponyme présentée par l'auteur lors du colloque « La Grande Transformation IV. Krieg in Europa - Treiber oder Blockierer für den Umbruch ? [La grande transformation IV. Guerre en Europe : Moteur ou bloqueur du changement ?] » les 21 et 22 octobre 2022. Suivant l'état actuel de la recherche et l'évolution politique actuelle, la partie sur l'Europe centrale et sur les formations centrales a été complétée, tandis que la partie sur l'avenir de l'UE a été raccourcie, car déjà publiée dans le numéro 2/2022 (Padberg 2022) [Traduite en français, SISP222.pdf, ndt]

Ainsi, le concept géographique de l'Europe de l'Est esquissé ci-dessus ne peut pas être simplement transposé dans le domaine politique. On en conclurait par exemple que l'Europe de l'Est (y compris la Russie) fait partie de l'Europe. On pourrait ainsi tenter de justifier que la Russie doive en tout cas être intégrée dans la « maison européenne », en vertu d'une loi naturelle. Ou bien on pourrait affirmer que la Russie doit être divisée parce qu'elle se compose géographiquement d'une partie européenne et d'une partie asiatique. De tels débats existent effectivement — tout à fait justifiés — mais on devrait se garder de chercher les arguments dans la géographie.

Dans la politique des relations internationales l'Europe de l'Est est le domaine des anciens états du bloc de l'Est, à l'exclusion de la Russie. Cet espace est aujourd'hui caractérisé généralement en politique comme « Europe de l'Est ». En anglais on reprend volontiers la caractérisation de « *Mittel- und Osteuropa* » (MOE), en anglais, « *Central and East Europe Countries* (CEEC) ». On remarque que le concept politique d'Europe de l'Est n'englobe généralement pas la « Fédération russe » (« *Russländische Föderation* » (Telle est la désignation officielle traduite pour la Russie).

Au reste, le concept d'Europe de l'Est est vraiment dynamique. Divers auteurs plaident pour que les États dominés par la Russie ne fussent pas non plus être inclus dans l'Europe de l'Est politique. Cela s'appliquerait actuellement à la Biélorussie. Dans les années 2000, cela comprenait également la Moldavie et l'Ukraine. La géographie politique de l'Europe de l'Est s'est déplacée au plus tard avec l'entrée russe en Ukraine, de sorte que l'Ukraine et la Moldavie font désormais clairement partie de l'Europe de l'Est. C'est donc la zone de pouvoir politique entre l'Allemagne et les anciens États membres de l'UE et la Russie.

Rôle de l'Europe de l'Est dans l'élargissement vers l'Est de l'OTAN

« L'ancienne UE » ignorait l'Europe de l'Est

Les pays d'Europe de l'Est ont longtemps été traités en parent pauvre. En voici quelques exemples :

1. Après le tournant, il y eut une initiative, le « Triangle de Weimar ». Avec elle, on était censé fonder une collaboration germano-franco-polonaise. Cette initiative s'est tout simplement facilement endormie. Depuis à peu près 2010/11, on n'a plus rien entendu à son propos. Je tiens cela pour une grande faute morale, aussi bien du côté français que de celui allemand, de ne pas voir sérieusement tenté de rester en discussion avec la Pologne.

Lorsqu'on traverse la Pologne en voiture, c'est manifeste : la Pologne est un grand pays, avec un peuple incroyablement travailleur qui a complètement transformé le pays de fond en comble sur ces 20 dernières années. Il y a là-bas de belles villes de carte postale, les maisons sont propres et les gens travaillent littéralement du matin au

soir. L'économie polonaise est devenue la plus forte en Europe de l'Est. Si l'on veut bâtir une Europe en commun, on doit parler avec cette Pologne-là et s'associer à elle. Qui sait, c'est peut-être le fait d'avoir ignoré la Pologne jusqu'à présent qui a contribué à ce que, en 2015, le PiS est arrivé au pouvoir.

2. Une déclaration de Jacques Chirac en 2003 sur la guerre en Irak est restée célèbre. L'Allemagne et la France avaient plaidé pour que les Européens restent à l'écart de cette affaire. Bush a ensuite appelé à la « coalition des volontaires », à laquelle de nombreux pays d'Europe de l'Est ont volontiers participé. La Pologne et la Hongrie ont fait pression sur l'UE pour que les pays de l'UE y participent. Jacques Chirac a commenté cela à l'époque en disant que « ces pays », c'est-à-dire la Pologne et la Hongrie, avaient « perdu une bonne occasion de se taire ». On peut et on doit certainement débattre de l'utilité de s'engager dans une guerre. Mais dénoncer d'en haut, l'engagement de la Pologne et de la Hongrie de la manière décrite, renferme un arrière-goût inacceptable. La Pologne l'a très bien noté et les politiques français le lui reprochent encore aujourd'hui.

3. Un troisième exemple c'est pour moi la poursuite monomaniaque du partenariat énergétique de l'Allemagne avec la Russie. Les objections venant de l'Europe de l'Est n'ont pas été prises au sérieux à cette occasion. Depuis l'invasion de l'Ukraine, la presse en parle et l'éclaire largement. Néanmoins, il est instructif de regarder sur *YouTube* les anciennes vidéos des *talk-shows* dans lesquels, après l'occupation de la Crimée en 2014, des experts et des militaires allemands expliquaient avec une conviction totale pourquoi un partenariat énergétique avec la Russie ne serait malgré tout pas un problème.

Le cadeau de Gorbatchev

Le point aveugle pour les intérêts de l'Europe de l'Est peut être retracé jusqu'à la chute du Mur. Ma thèse est que la division intra-européenne entre les anciens et les nouveaux pays de l'UE était déjà en cours à l'époque. En novembre 1989, l'entourage de Gorbatchev a commencé à discuter de l'attitude à adopter face à une éventuelle réunification de l'Allemagne. Après l'unification, l'Allemagne entière devait-elle intégrer l'OTAN ? Ou bien chacun des deux États allemands devait-il rester dans son bloc économique ? Ou devraient-ils s'unir économiquement, mais rester chacun dans leur propre alliance militaire ? Ou devait-il y avoir une Allemagne neutre et sans alliance ? Ces discussions ont été colportées au conseiller de la chancellerie Teltschik, par un collaborateur de Falin. Dans le monde diplomatique, on appelle cela un « *back-channel* » [en anglais dans le texte, = rétro-canal, *ndt*] : si l'on veut lancer des informations pour la partie adverse et tester la réaction, on utilise un collaborateur qui a, par hasard, quelque chose à faire dans le pays et qui prend ensuite contact avec un autre collaborateur de la partie adverse.

Par cette voie, les Allemands ont pu constater que les Russes réfléchissaient à une réunification. Kohl a alors décidé là-dessus de prendre l'initiative. De manière totalement inattendue, il a présenté le 28 novembre 1989, le fameux programme en dix points. Cela a passablement irrité Gorbatchev. Il en résulta un ping-pong de négociations au cours duquel, vers février 1990, les Occidentaux donnèrent des assurances orales qu'il n'y aurait pas d'extension de la zone de l'OTAN au territoire du Pacte de Varsovie. Mais cela n'a jamais été consigné par écrit, car tout cela s'est déroulé en amont des négociations. « Pas d'extension du territoire de l'OTAN » signifiait simplement à ce stade — le Pacte de Varsovie existait encore et personne ne s'attendait à ce qu'il se dissolve à court terme — qu'en cas d'unification des deux États allemands, aucune troupe de l'OTAN ne devait être stationnée sur le territoire de la RDA.

Finalement, une rencontre au sommet eut lieu en mai 1990 à Washington. George W. Bush senior y avait invité Mikhaïl Gorbatchev dans son ranch. Bush voulait clarifier avec Gorbatchev ce qui devait se passer avec l'Allemagne. On organisa un sommet « *Feel good* » en marge du programme, on mit en scène un spectacle avec faste pour Mikhaïl Gorbatchev et sa femme afin de créer une bonne ambiance.

Au cours des négociations, Mikhaïl Gorbatchev se montra conciliant à la surprise générale. Après un débat au cours duquel il avait d'abord évoqué une Allemagne neutre, il a soudainement accepté l'argument de Bush selon lequel chaque pays devrait pouvoir choisir lui-même l'alliance qu'il souhaiterait rejoindre après l'Acte final de la CSCE. Cela a beaucoup surpris toutes les personnes concernées, car il n'a pas lié son accord à des exigences réciproques (Sarotte 2019 ainsi que Gloger 2017). Par mesure de sécurité, les Américains ont immédiatement posé la question, mais il a confirmé son accord et s'y est tenu. C'est ainsi que le résultat des négociations a été fixé par écrit.

Aujourd'hui encore, on ne sait pas pourquoi Mikhaïl Gorbatchev avait agi de la sorte. Il était certainement conscient que sous la pression de la crise économique en Russie, il avait besoin d'un soutien financier occidental. Peut-être avait-il peur de ne pas l'obtenir. Les Américains avaient déjà clairement fait savoir au préalable qu'ils ne voulaient rien payer, que c'était uniquement l'affaire des Allemands.

La formulation exacte du protocole est la suivante : « Les États-Unis se prononcent clairement en faveur de l'adhésion de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, mais si elle en décidait autrement, nous ne contesterions pas sa décision, nous la tolérerions » (Gloger 2017, p. 276). Ce fut la percée décisive pour l'Occident sur cette question.

La journaliste et publiciste Katja Gloger, sur les recherches de laquelle je me base ici, a elle-même parlé à Gorbatchev par la suite, sans qu'il ne lui révèle ses raisons. Lorsqu'on lui demanda pourquoi il avait accepté

sans aucune condition préalable, Katja Gloger écrit qu'il a « éludé » la réponse.

Le fait est qu'à partir de ce moment-là, les thèmes de l'OTAN, de l'adhésion de l'Allemagne et, par la suite, du libre choix de l'alliance par les pays d'Europe de l'Est ont été convenus. Les jérémiades ultérieures sur l'élargissement de l'OTAN à l'Est ont ainsi été étouffées. L'approbation de Gorbatchev n'a pas été bien accueillie par ses collaborateurs soviétiques. Ils avaient le sentiment que Gorbatchev avait bradé l'Union soviétique. Ils ont probablement ressenti cela comme une défaite, une trahison et une catastrophe géopolitique. Il aurait dû négocier des conditions. Il aurait pu dire aussi, que l'Allemagne de l'Est devait être démilitarisée, ou bien qu'il fallait mettre en place une architecture de sécurité commune, ou bien l'Union soviétique devait adhérer à l'OTAN. Tout cela était dans l'air et apparemment attendu par les partenaires de négociation occidentaux, mais Gorbatchev n'a introduit aucune de ces conditions dans le paquet de négociation.

L'Europe de l'Est après 1989

En ce qui concerne l'Europe de l'Est, c'est important parce que de novembre 1989 à mai 1990, l'attention s'est focalisée sur la manière de réaliser l'unification des deux États allemands. Durant cette période, les souhaits des pays d'Europe de l'Est d'adhérer à l'UE et à l'OTAN ont été ignorés. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont clairement exprimé leur souhait d'adhérer à l'OTAN et à l'UE le plus rapidement possible, mais en Allemagne, ce n'était pas un sujet de débat public, tandis qu'au niveau diplomatique, Genscher recommandait la retenue afin de ne pas compromettre la réunification.

La preuve symptomatique de la position claire de la Pologne des dirigeants polonais, qu'il convienne tout d'abord de citer, c'est d'abord celle de Katarzyna Pełczyńska-Nałęcz, l'ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères, ambassadrice à Moscou :

« *Après la chute du communisme, deux éléments déterminaient objectifs de notre navigation dans le monde.*

Objectif 1 : l'intégration au monde occidental, l'intégration transatlantique (OTAN) et européenne (Union) comme base de la sécurité durable et du développement civilisationnel de la Pologne. Les gouvernements successifs se sont tenus à cette doctrine et ont rejeté toutes les tentatives de solutions en demi-teinte, telles que des garanties mutuelles de la part de la Russie et de l'Ukraine. La Russie et les États-Unis ».

Ils ne se sont pas laissés déconcerter, ils voulaient entrer dans l'OTAN et ils voulaient entrer dans l'UE. L'importance du deuxième objectif n'apparaît qu'aujourd'hui :

« *Objectif 2 : Construire l'Ouest à l'Est, c'est-à-dire tout faire pour que l'Ukraine et la Biélorussie rejoignent l'UE et l'OTAN après nous. Cela scellerait la liberté des États d'Europe de l'Est et enterrerait définitivement les ambi-*

tions impériales de la Russie. Pour la première fois dans l'histoire, la Pologne serait ainsi entourée de tous côtés par des pays amis qui ne menaceraient pas sa sécurité. » (Pełczyńska-Nałęcz 2022)

Tels étaient les objectifs stratégiques de la politique étrangère polonaise à partir du tournant de 1989/90. Ils ne semblent pas avoir été réellement perçus par l'Allemagne. La peur légitime des pays d'Europe de l'Est vis-à-vis de la Russie est constitutive et historiquement fondée, ils l'ont logiquement traduite en une stratégie politique.

Lorsqu'on a pu exploiter aux États-Unis des documents de la *George W. Bush Library* et de la *Clinton Presidential Library*, déclassifiés en 2019, on a découvert que les premiers contacts du côté polonais et tchèque avaient déjà eu lieu en 1990 (cf. Sarotte 2019). L'attitude de l'administration américaine a d'abord été de ne pas s'occuper des pays d'Europe de l'Est, mais de laisser l'UE s'en charger. Les idées américaines allaient dans le sens d'un renforcement de l'UE dans son ensemble et que l'UE devait s'étendre lentement vers l'Est et intégrer ces pays. Ceci également dans le contexte où l'Allemagne, qui s'est développée, devait être intégrée dans l'UE. Ainsi, on était sûr que l'orientation occidentale de l'Allemagne resterait garantie.

Comme on le sait, les conseillers américains en matière de sécurité partent toujours du principe que l'Allemagne, en raison de sa position centrale en Europe, pourrait également abandonner son orientation vers l'Ouest. Dans la pensée géopolitique des Américains, c'est logique, ils analysent sobrement les options géostratégiques qui s'offrent à un pays, quel que soit le gouvernement au pouvoir et les engagements qu'il prend. C'est pourquoi ils ont soutenu en priorité l'intégration de l'Allemagne unifiée dans l'UE. On voulut alors se soucier plus tard des petits pays de l'Est.

Ré-orientation de la Stratégie-US par l'administration Clinton

L'administration Clinton a commencé à réévaluer la situation en Europe dès son entrée en fonction en 1992. Les pays d'Europe de l'Est ont su en profiter pour attirer l'attention sur leurs intérêts.

« In April 1993, for example, the United States invited leaders from the region to the opening of the U.S. Holocaust Memorial Museum in Washington. Leaders such as Czech President Vaclav Havel and Polish leader Lech Wałęsa met with Clinton behind the scenes. Havel urged the U.S. president to save them from 'living in a vacuum. That is why we want to join NATO. In addition, in our values and spirit, we are part of Western Europe.' As a result, Havel was focused 'on entering NATO and the EC [European Community] because we see ourselves as Europeans who embrace European values' (Sarotte 2019). »²

2 « En avril 1993, par exemple, les États-Unis ont invité les dirigeants de la région à l'inauguration du Musée commémoratif de l'Holocauste à Washington. Des

Tandis que les auteurs anthroposophes s'approprièrent Vaclav Havel en le qualifiant de « Mittel-européen ». Celui-ci se qualifiait lui-même « d'Européen de l'Ouest » ! Je reviendrai sur ce point.

Dans ces entretiens, Lech Wałęsa a joué quant à lui de manière offensive la carte de la peur de la Russie :

« Wałęsa was blunter in his own talk with Clinton: « We are all afraid of Russia ... If Russia again adopts an aggressive foreign policy, that aggression will be directed toward Ukraine and Poland » » (Sarotte 2019). »³

A l'automne 1993, il a tenté de prendre le processus en main. Il réussit à inviter Eltsine à un dîner à Varsovie, au cours duquel la vodka coula à flots. A la fin, il s'est fait signer noir sur blanc que l'adhésion de la Pologne à l'OTAN ne posait aucun problème à la Russie. Avec ce papier, il a pris contact avec Washington et a été très déçu que le gouvernement américain ne soit pas sorti de sa réserve pour autant (voir Sarotte 2019).

Mais les avances des Européens de l'Est ne sont pas restées sans effet sur Bill Clinton et son administration. Après avoir obtenu sa ré-élection, en 1996, il fut résolu à faire avancer l'adhésion de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN, en accord avec les alliés européens et avec la Russie de Boris Eltsine, il faut le noter !

L'Allemagne et la France n'étaient pas préparées à cette situation. En Allemagne, on se réjouissait de la « réunification ». On s'occupait de la *Treuhand* et de la liquidation de l'économie de la RDA et on ne s'intéressait pas particulièrement à ce qui se passait en même temps en Pologne et en République tchèque. En France, il s'agissait avant tout d'équilibrer l'influence croissante de l'Allemagne au sein de l'UE. C'était surtout le sens de l'introduction de l'Euro, décidée en 1992, afin de canaliser la force du Mark dans une Europe en voie d'intégration économique. C'est ainsi qu'un monde stratégique parallèle a pu se développer en Europe, car l'Europe de l'Est n'était pas prise en compte.

Cela montre d'ailleurs comment de telles décisions sont prises aux États-Unis. Il y a toujours plusieurs fers au feu. On ne se fie pas à une seule stratégie, élaborée dans un

dirigeants tels que le président tchèque Vaclav Havel et le dirigeant polonais Lech Wałęsa ont rencontré Clinton en coulisses. M. Havel a exhorté le président américain à leur éviter de « vivre dans le vide. C'est pourquoi nous voulons adhérer à l'OTAN. En outre, de par nos valeurs et notre esprit, nous faisons partie de l'Europe occidentale ». En conséquence, Havel s'est concentré « sur l'entrée dans l'OTAN et la CE [Communauté européenne] parce que nous nous considérons comme des Européens qui embrassent les valeurs européennes » (Sarotte 2019).

3 Wałęsa a été plus direct lors de son entretien avec Clinton : « Nous avons tous peur de la Russie... Si la Russie adopte à nouveau une politique étrangère agressive, cette agression sera dirigée vers l'Ukraine et la Pologne » » (Sarotte 2019).

seul *think tank* ou dans des arrières-salles. Depuis quelques années déjà, il y avait un débat au sein du public spécialisé sur l'intégration des pays d'Europe de l'Est dans l'OTAN et sur la modification de la stratégie actuelle, qui était encore très marquée par Zbigniew Brzezinski (Brzezinski 1999). Outre le souhait des Européens de l'Est, le vide en matière de politique de sécurité qui s'était créé dans la zone de l'effondrement de l'Union soviétique a été déterminant.

Depuis lors, la stratégie visant à lier étroitement les pays d'Europe de l'Est aux États-Unis a été renforcée. Lors de réunions, les pays d'Europe de l'Est ont été encouragés à faire passer leur sécurité avant tout. On a essayé de les encourager à mettre en place une coopération économique régionale sans attendre que l'UE soit prête. Cette stratégie est discutée dans les milieux spécialisés sous le nom de « *trimarium* » ou « *intermarium* », parce qu'il s'agit de l'espace situé entre la mer Baltique, la mer Adriatique et la mer Noire — en fin de compte, un autre nom pour l'Europe de l'Est.

Raisons de la peur de la Russie en Pologne

Un policier polonais, Piotr Augustyniak, décrivit comme suit en 2022, les raisons de la peur à l'égard de la Russie :

« Personne d'autre que l'Allemagne nazie ne nous a fait autant de mal, sauf que l'Allemagne a été vaincue, s'est repentie, a fait amende honorable et a radicalement changé. Sympathiser avec le nazisme est un délit en Allemagne et n'est pas accepté par la société. Mais la Russie a tout juste consenti, seulement par pure pitié, à retirer ses troupes de Pologne. Elle s'est retirée parce qu'elle y a été contrainte, mais ne l'a jamais acceptée. Elle continue à cultiver ses prétentions impériales. Elle ne peut et ne veut pas se transformer. Le culte de Staline est aujourd'hui une vertu en Russie. La Russie fait du surplace sur le plan mental. Elle reste dans son essence ce qu'elle était, et elle le veut ainsi. Elle ne s'est pas repentie, n'a pas demandé pardon, n'a pas travaillé sur elle-même. Cela ne vaut certainement pas pour tous les Russes. Mais pour la mémoire et l'identité collectives russes. La Russie impériale et agressive est toujours une réalité et Poutine n'est que son visage ».

En Russie, un processus d'auto-réflexion et de confrontation avec les pages sombres de l'histoire russe a commencé dans les années 1990. Mais ce processus a été peu à peu stoppé par Poutine et se voit désormais criminalisé. Le mélange cru d'éléments de l'impérialisme tsariste et soviétique qui s'est développé à la place, agrémenté d'un élitisme religieux (« Moscou, la troisième Rome »), a déclenché toutes les d'alarme en Europe de l'Est.

Histoire de l'ignorance allemande à l'égard de l'Europe de l'Est

En Allemagne, nous avons un regard nettement différent sur la Russie. Lorsque cela m'est apparu comme une question en 2015/16, en m'intéressant à la Pologne, j'ai essayé à plusieurs reprises d'en parler avec des spécialistes et des connaisseurs de la Russie. La plupart du temps, ils m'ont répondu qu'il n'y avait pas de signes sérieux indiquant que la Russie poursuivait des objectifs agressifs. Poutine était certes perçu comme autoritaire, mais aussi comme un partenaire économique fiable. Des idées comme celles d'Ilyin ou de Douguine n'auraient eu aucune influence sur lui. Ce serait du vacarme de bataille qu'il ne faudrait pas prendre au sérieux.

C'est l'évaluation que m'ont souvent renvoyée des experts, des gens du spectre politique du FDP, de la CDU et du SPD, moins chez les Verts. Il semble que nous devrions travailler sur notre perception collective en Allemagne.

Si l'on cherche d'où vient en Allemagne le fait d'ignorer l'Europe de l'Est, on tombe sur une tradition de récits de perception mutuelle germano-russe dans lesquels les États d'Europe de l'Est n'ont jamais joué de rôle (cf. Koenen 2019). Il y a d'une part le récit du « méchant Russe », dont nous nous sommes moqués dans les années 1970 et 1980 : la Russie comme refuge du mal. Mais ce récit n'existe pas seulement dans une version conservatrice anti-communiste, mais aussi dans une variante progressiste. Au cours du 19^{ème} siècle, l'empire tsariste était surtout considéré par les forces progressistes comme un « refuge de la réaction ». La Russie était l'adversaire naturel des forces démocratiques, libérales et républicaines en Europe, car le tsar soutenait les forces réactionnaires et antirévolutionnaires en Europe. Les Allemands justifiaient encore la première Guerre mondiale par la nécessité de se défendre contre les « hordes barbares » venues de l'Est, tout en affirmant qu'ils avaient une sorte de « mission d'éducation culturelle » envers la Russie. C'était la raison principale pour laquelle les sociaux-démocrates avaient voté les crédits de guerre.

L'autre trame narrative était que la Russie est un espace d'avenir, un espace de possibilités. L'auteur allemand Alfred Paquet (1881 - 1944) a parcouru l'espace russe avant la Première Guerre mondiale. Paquet était un personnage haut en couleur et donnait l'impression que la Sibérie et la Russie étaient semblables à l'Amérique du Nord. Comme le *Far West* américain, elles étaient le *Far East* européen. Il décrivait tout de manière positive, les gens étaient si chaleureux et si généreux. Il a ainsi alimenté une image romantique de la Russie : le Russe est un homme meilleur, connecté à la nature, chrétien et doté d'un grand cœur.

Après la première Guerre mondiale, Paquet a accompagné la révolution russe à Moscou et en a fait le compte rendu. L'image de la Russie tsariste, qu'il avait développée avant la révolution, il l'appliqua également à la révolution russe. Les bolcheviks étaient pour lui une sorte de

leaders messianiques qu'il fallait prendre au sérieux de manière positive, bien plus que ce n'était le cas dans l'Allemagne de l'après-guerre. Dans un article, il a fini par dire : « Rome ou Moscou ». Bien entendu, il plaidait pour Moscou. Rome, c'était la vieille Europe — à l'époque, on n'avait pas encore Washington comme égide. On n'y pensait pas. À Moscou, il y avait pour lui un esprit d'avenir et d'expérimentation. Selon lui, il fallait essayer de collaborer avec cette Russie - ce qui s'est finalement devenu une réalité par le traité de Rapallo en 1922.

Afin de contourner les plafonds fixés par le traité de Versailles pour la *Reichswehr*, une coopération militaire secrète a été convenue avec la Russie soviétique à partir de 1924. Avec le traité de Berlin de 1926, l'Allemagne s'est assurée de la neutralité de l'Union soviétique, si celle-ci devait avoir un conflit avec un État tiers. Cela visait en particulier la Pologne, car des cercles influents allemands souhaitaient un rétablissement des frontières orientales d'avant la Première Guerre mondiale.

Le récit de l'appartenance commune des Allemands et des Russes se reflétait en Russie soviétique dans la formule selon laquelle, l'industrialisation de l'Union soviétique socialiste réussirait au mieux avec l'aide du capital industriel allemand. Ainsi, jusqu'en 1923, les soviets espéraient ardemment une révolution prolétarienne en Allemagne, qui permettrait techniquement la construction du socialisme. Mais en l'absence d'une telle révolution, ils étaient prêts à coopérer avec les gouvernements allemands réellement existants pour obtenir des capitaux et des technologies modernes.

Les relations germano-russes se sont toujours faites au détriment de l'Europe de l'Est : personne ne s'est interrogé dans l'accord germano-russe, peu importe qu'il soit à connotation amicale ou hostile, loyal selon les intérêts de la Pologne ou de l'Europe de l'Est. Soit l'Europe de l'Est n'existait pas du tout, soit elle était un fauteur de trouble ou simplement une masse de négociation.

Rudolf Steiner et l'action en Haute-Silésie en 1921

Comme cet article paraît dans un contexte anthroposophique, j'aimerais aborder la manière dont Rudolf Steiner se situait par rapport à l'Europe de l'Est. Le « cours aux orateurs » qu'il avait donné en 1921, aux militants de la *Ligue pour la Dreigliederung sociale*, est important à cet égard. Ceux-ci voulaient s'engager en Haute-Silésie pour l'application des principes de la *Dreigliederung* à la Haute Silésie. À l'époque, un référendum était prévu pour le 20 mars 1921, afin de déterminer si la partie principale de la Haute-Silésie devait appartenir à l'Allemagne ou à la Pologne. La partie la plus orientale de la Haute-Silésie avait déjà été attribuée à la Pologne par le traité de Versailles.

Les Partisans de la *Dreigliederung* souhaitaient que la Haute-Silésie ne soit ni allemande ni polonaise, mais qu'elle devienne indépendante et s'administre elle-même conformément à l'idée de la *Dreigliederung* de l'organisme

social. Les deux groupes ethniques devaient former des administrations culturelles autonomes et régler leurs affaires culturelles respectives (langue, école, etc.) indépendamment l'un de l'autre. Les facteurs économiques de la Haute-Silésie devaient être gérés par une administration économique indépendante, l'idée étant que ce soient avant tout des spécialistes de l'économie dans les différents pays qui décident de leurs relations économiques par-delà les frontières, et non le domaine politique et administratif. « À la composante intermédiaire, à savoir la composante juridico-politique de l'organisme social, il reste en premier lieu l'activité policière et administrative sur une base juridique ; elle est régie par un Parlement démocratiquement élu. Comme ce Parlement ne s'occupe que de questions purement politico-étatiques, il ne peut perturber ni la vie économique ni la vie spirituelle », disait « l'Appel pour le sauvetage de la Haute-Silésie » à propos de la troisième composante de la société. Anticipant les violentes attaques des milieux nationalistes allemands et racistes contre ce concept, l'appel précisait : « Seule une vision à court terme peut considérer que cet appel n'est pas conforme à l'esprit allemand. Le véritable esprit allemand a toujours pensé ainsi » (Heyer et. alt. 1921).

Le cours aux orateurs de janvier 1921

À la demande des personnes qui souhaitaient s'activer dans cette situation, Rudolf Steiner a donné deux conférences d'orientation, appelées « 1^{er} cours aux orateurs », avant le début de la campagne de votation proprement dite, les 1^{er} et 2 janvier 1921. Lors de la première conférence, Steiner a donné une introduction sur l'histoire polonaise, ce qui montre qu'il s'était intéressé de très près à l'histoire de la Pologne. Bien que le texte de l'appel soit rédigé dans un esprit non-nationaliste et rafraîchissant, le point de départ en est l'observation de Steiner selon laquelle la Pologne a subi trois influences différentes au cours de son histoire : l'influence russe, l'influence autrichienne et l'influence prussienne. Il formule ensuite de manière assez apodictique [= dont la vérité est incontestable, *ndt*] — il ne dit pas clairement comment il en « était arrivé là — que dans la zone russe, les Polonais seraient entrés en contact avec un élément de nature religieuse-spirituelle ; dans la zone autrichienne, un élément politico-juridique aurait été introduit dans la culture polonaise ; et dans la zone prussienne, un élément économique :

« Les Polonais ont été particulièrement dotés par la Prusse pour la vie économique, par l'Autriche pour la vie politique et par la Russie pour la vie religieuse. Nous avons ici une tri-répartition qui se manifeste de la manière suivante : les Polonais sont doués pour les grandes idées religieuses, car ils ont été dotés par la Russie de grandes idées spirituelles. (...) Mais si vous étudiez ce qui vit chez les Polonais, ce qui fait d'eux des politiciens, au fond, ce qui les fait participer partout où il s'agit de d'ourdir des machinations, etc. et d'autres choses complexes de ce genre, vous constaterez qu'ils ont cela qui leur pro-

vient de l'Autriche. Et vous trouverez, qu'ils ont l'économie de la Prusse ». (1^{ère} conférence, p. 212)

Il semble évident que la culture polonaise a été soumise à différentes influences en raison des divisions. On peut l'illustrer par le sort du peuple kurde, qui est également soumis à des influences très différentes à travers la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, ce qui a probablement contribué et contribue encore aux tensions entre les différents groupes kurdes. Mais il semble pour le moins hasardeux d'attribuer ces différentes influences aux trois composantes de la société polonaise sans autre preuve. Sans une étude plus approfondie de l'histoire polonaise, une telle affirmation ne peut pas être reprise aujourd'hui.

Une Pologne sans avenir ?

Steiner s'est exprimé ainsi sur l'avenir de la communauté polonaise :

« Mais avec tout cela, il n'est pas possible de reconstruire une quelconque Pologne, de construire un État polonais.

On pourrait certes acquérir les talents nécessaires pour les trois régions, mais il n'en résultera pas un État unitaire. On peut le construire, mais il se désintégrera toujours. Il n'y aura jamais de Pologne à long terme, parce que cela ne peut pas exister, parce qu'au moment décisif, la Pologne doit être divisée pour que les Polonais puissent former leurs talents. Donc, cette Pologne n'existera pas et parler de la Pologne aujourd'hui est une illusion.

Il faudrait aujourd'hui faire passer dans l'esprit des gens la conscience que l'on roule vers le malheur quand on dit : être polonais. Il faut sortir du polonais pour entrer dans l'humain en général, et alors ces choses qui se sont développées historiquement dans la Dreigliederung deviendront fécondes ». (1^{ère} conférence, p. 212 et suiv.)

La Pologne a donc été fécondée culturellement par la Russie, l'Autriche et la Prusse. Ces différentes influences ne peuvent pas se rejoindre, car elles ne se sont produites que dans un seul membre de la société, et c'est pourquoi la Pologne en tant que communauté classique est un leurre, il ne peut y avoir d'État polonais unifié. Les propos de Steiner s'inscrivent dans le contexte de la campagne « [Haute Silésie, ndt] Ni allemande ni polonaise ! » Pour lui, le vote était déjà une « aberration ». La campagne devait utiliser le fait du vote et motiver les gens à se prononcer contre le vote. Ce n'est donc pas une simple position germano-nationale qu'il adopte là. Mais pour faire comprendre qu'être polonais n'est pas une solution pour la Haute-Silésie, il en arrive aux déclarations citées plus haut.

Les sources de Steiner

Lors de la discussion qui suivit sa conférence, on demanda à Steiner quelles étaient les sources auxquelles il se référait pour ses déclarations sur la Pologne. Il répondit à cela :

« C'est une question générale qui peut se rapporter à tout ce qui est historique. Il n'est possible aujourd'hui de s'éclairer sur le véritable déroulement de l'histoire européenne qu'en essayant de rassembler les choses sans tenir compte de la représentation correspondante de l'histoire ». (1^{ère} conférence, p.247).

Par conséquent, on peut recourir à n'importe quelle étude historique, mais on ne doit pas faire siennes les opinions des auteurs, mais s'appuyer sur les faits qu'ils décrivent.

« ...il suffit de savoir lire entre les lignes. Il n'existe pas de littérature spécifique à ce sujet, mais toute la littérature historique y fait référence. Il suffit de voir les faits sous le bon angle. (...) Si l'on prend ce que l'on peut lire entre les lignes, on peut trouver partout les preuves de cette chose. Il n'est même pas nécessaire de faire référence à une littérature spécifique ». (1^{ère} conférence, p. 248)

C'est évidemment insatisfaisant d'un point de vue méthodologique, d'autant plus qu'il est difficile de savoir où s'arrête la description des faits en question et où commence l'évaluation, en particulier lorsqu'il s'agit de faire des déclarations sur les évolutions futures. D'un point de vue méthodologique, il est difficile d'éviter que les historiens ne mettent en évidence des faits différents en adoptant à chaque fois un point de vue différent. Quant à savoir si l'on peut neutraliser cela « en lisant entre les lignes », on peut en douter.

Il était bien connu à son époque que la nouvelle communauté polonaise, qui s'était formée après la guerre, avait du mal à intégrer les trois différentes régions de traditions différentes. Quant à savoir si la nouvelle constitution, entrée en vigueur en 1921, dont la rédaction avait pris environ trois ans, permettait de bien résoudre ce problème, je ne peux guère en juger ici sans me livrer à des études plus précises et approfondies.

L'histoire de la Deuxième République a certainement montré que la situation politique en Pologne n'était pas particulièrement stable. Il ne s'est pas développé de démocratie modèle, en effet, et le coup d'État de Józef Piłsudski, en 1926, a constitué une lourde hypothèque pour la poursuite du développement démocratique. Mais ce n'est pas l'impossibilité de la coopération entre les trois parties de la Pologne, si celle-ci a existé, diagnostiquée par Steiner, qui a finalement été déterminante pour l'effondrement de la Pologne, mais plutôt bel et bien le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939 et ensuite la conquête par l'Allemagne nazie.

L'orientation anti-occidentale de Rudolf Steiner

Les cercles d'influence en Allemagne et en Autriche étaient à l'époque sceptiques quant à l'indépendance de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Il n'est pas exclu que Rudolf Steiner ait été un peu prisonnier de cette pensée contemporaine, même si les Allemands, les Autrichiens et les Russes ne s'en tirent pas pour autant à bon compte

dans les conférences de Steiner. On sait que pour lui, le seul salut résidait dans la réalisation de la *Dreigliederung* dans ces pays. Sinon, les conditions sociales seraient basées sur des illusions. Il décrit ainsi ce que cela signifierait pour la Haute-Silésie d'être (prussienne)-allemande :

« ... sitôt que l'on se fait des illusions sur la possibilité de faire quelque chose sans la *Dreigliederung*, on collabore tout simplement au déclin. Pensez seulement à ce que cela signifierait, par exemple, si la population de Haute-Silésie votait pour le rattachement à l'Allemagne prussienne. Cela ne signifierait rien d'autre que cette population se livrât avec son territoire à un territoire plus grand qui, s'il continue à travailler comme il l'a fait jusqu'à présent, ne peut que tomber dans la barbarie. » (2^{de} conférence, p. 219)

Un peu plus loin, il explique le sens de la campagne ainsi :

« C'est pourquoi l'impression la plus forte sera produite dans le monde entier si un groupe quelconque dit : nous ne voulons rien avoir à faire avec la Prusse telle qu'elle s'est formée, nous ne voulons rien avoir à faire avec ce qui est sous la protection de l'Entente (sic !, souligné par S.P.),... nous voulons nous placer au point de vue de la *Dreigliederung*, nous ne voulons pas seulement une autonomie fictive, comme elle se manifesterait, nous voulons une autonomie réelle, véritable, et nous nous installerons provisoirement à l'intérieur de cette véritable autonomie réelle, nous faisons du vote une protestation contre le fait du vote. » (2^{de} conférence, p. 229 et suiv.)

La campagne pour l'application de la *Dreigliederung* en Haute-Silésie, comme toute l'idée de la *Dreigliederung* en général, est ici placée dans un contexte anti-occidental, afin de montrer clairement que ce n'est pas non plus une solution si la Haute-Silésie revient à l'Allemagne (prussienne). Ce spin anti-occidental domine l'ensemble de la deuxième conférence, qui doit être analysée plus en détail sous cet angle. Un peu plus tard, il le souligna nettement à plusieurs reprises :

« Si, bien sûr, il n'était pas possible de réunir un nombre suffisant de gens, il se pourrait qu'il n'y eût rien d'autre à faire pour nos amis que de dire : il sera un jour pourtant possible que la *Dreigliederung* sortira de ses douleurs de l'enfantement pour devenir agissante et que, par désespoir, on parviendra, au sein de la société à une compréhension de la *Dreigliederung*. Nous votons donc provisoirement pour le rattachement à l'Allemagne prussienne, dans l'espoir que cet élément du prussianisme disparaisse. Mais ce n'est qu'un substitut, car nous nous résignerions ainsi à celle sous laquelle nous souffrons ». (2^{de} conférence, S. 231)

Doit-on en conclure qu'il y avait des préférences pour l'Allemagne (prussienne) au sein du groupe de militants réunis à l'époque à Breslau ? Quoi qu'il en soit, il me semble que ces deux conférences sont si pleines de déclarations et d'implications sur l'histoire contemporaine

qu'elles nécessitent de toute urgence une mise en perspective historique actuelle.

L'Europe centrale - une quête de traces

Même si la pensée de Steiner est extrêmement mouvante et en constante adaptation aux conditions changeantes, une constante revient sans cesse depuis la guerre, c'est le concept de *Mitteuropa*. Il est encore utilisé aujourd'hui dans les cercles anthroposophiques pour désigner l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Il englobe éventuellement aussi le Tyrol du Sud, la Slovénie et la Croatie. Il date d'une époque où l'Allemagne et l'Autriche donnaient encore le ton en Europe centrale et orientale, ce qui n'est plus le cas depuis la fin de la seconde Guerre mondiale au moins. La notion d'Europe de l'Est, telle que je l'utilise ici, est pratiquement identique à cette notion de *Mitteuropa*, mais sans l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche. Ce terme peut-il encore être utilisé de manière pertinente aujourd'hui ?

Le débat sur la *Mitteuropa* pendant la première Guerre mondiale

Pendant la première Guerre mondiale, l'Allemagne et l'Autriche ont vécu très fortement cette position médiane entre la « civilisation » occidentale (matérialiste et superficielle) et la « barbarie » orientale, et des débats engagés ont eu lieu autour du concept de *Mitteuropa*. Des personnalités aussi différentes que Thomas Mann et le général Helmuth von Moltke y ont eu recours dans ce contexte : Thomas Mann, pour souligner le caractère unique de la culture allemande pour laquelle il fallait aller à la guerre (Mann 1918) et le général von Moltke, pour rendre plausible le fait que l'Allemagne ne pouvait pas être vaincue dans cette guerre, car la mission culturelle mondiale des Allemands était indispensable au développement de l'humanité (cf. Zander 2003, p. 433).

Peu de gens savent aujourd'hui que le grand libéral Friedrich Naumann a fondé, en 1916, un « Comité de travail pour la *Mitteuropa* », auquel participaient entre autres Matthias Erzberger, Hugo Stinnes, Albert Ballin, Ernst Jäckh, Gustav von Schmoller et Max Weber. Ils tentèrent, dans une perspective bourgeoise, de faire des propositions pour une union économique et politique — c'est-à-dire : de lancer une union douanière — en *Mitteuropa* (voir DeuFraMat o.J.).

La notion de *Mitteuropa* englobait donc la domination austro-prussienne sur cette région d'Europe ou du moins la supposait implicitement. Il ne s'agissait pas d'une notion politiquement neutre, quasi géographique, mais elle avait des implications plus ou moins claires de domination politique et économique des peuples germanophones sur les peuples slaves occidentaux.

Y a-t-il un espace culturel *Mittel-européen* ?

Avec ses mémorandums, Rudolf Steiner avait tenté pendant la guerre de proposer à cette *Mittleuropa*, ressentie par de nombreuses personnes de la communauté culturelle germanophone, un programme politique qui lui permît d'obtenir « une justification devant l'histoire mondiale ». Il s'agissait ainsi de guérir a posteriori le défaut de naissance de l'Empire prussien, car la fondation du II^{ème} Reich avait été purement militaire, sans y associer un objectif humain. Il tenta d'équilibrer la domination allemande et autrichienne à l'aide de l'autonomie culturelle impliquée dans la *Dreigliederung* sociale.

Dans ce contexte, la proposition d'une *Dreigliederung* sociale avait également un caractère géopolitique, afin de sauver la *Mittleuropa* en tant qu'espace culturel plus ou moins unifié, une préoccupation qui se retrouve dans toute l'agitation en faveur de la *Dreigliederung* sociale. D'un point de vue actuel, cela semble étrangement germanopratin, ce qui n'était pourtant pas le cas à l'époque, car Steiner agissait avec une attitude critique envers les cercles nationalistes, racistes, monarchistes ou militaristes allemands — ce à quoi ces derniers lui répondaient par de furieuses polémiques dans leurs organes de publication et par des attaques physiques lors de deux conférences de Steiner en 1922. D'un point de vue actuel, la notion de *Mittleuropa* semble archaïque, car elle semble présupposer la domination germanophone. S'il existe des points communs culturels entre l'Allemagne et l'Autriche d'une part, et la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie et la Croatie d'autre part, ceux-ci sont essentiellement marqués par l'histoire commune, dont la domination de l'Allemagne prussienne et de la monarchie impériale et royale ne peut être ignorée. Dans l'article suivant, la notion de *Mittleuropa* sera donc soumise à un examen critique.

L'avenir de l'intégration européenne

L'idée d'une Europe centrale soumise à la domination culturelle et politique occidentale doit être abandonnée. Il faut reconnaître que les pays d'Europe de l'Est possèdent une tradition culturelle et politique indépendante. Cela se remarque également dans le domaine de la politique étrangère et européenne. Les pays au cœur de l'intégration européenne, après la Seconde Guerre mondiale, étaient d'anciens adversaires qui s'étaient régulièrement fait la guerre. L'élément déterminant a été la prise de conscience commune que, face à la destruction de l'Europe, il valait mieux coopérer, résoudre les conflits par la voie de la négociation et conclure des compromis.

Les États d'Europe de l'Est après la chute du mur en 1989 n'ont pas eu d'histoire de guerres entre eux pendant des siècles. Ils n'avaient pas non plus d'histoire de colonialisme. La Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal, avaient perdu leurs empires coloniaux après la guerre. Avec l'Allemagne, ils ont cherché

leur salut dans la coopération, sachant que chaque pays, seul, ne pourrait plus jouer de rôle sur la scène mondiale à l'avenir. L'Europe de l'Est n'avait pas d'intérêts comparables. Ces pays étaient heureux d'avoir échappé à l'empire soviétique. Leur statut d'État indépendant était pour eux la garantie de leur démocratie et de leur indépendance, qu'ils ne voulaient pas abandonner. Ils ont donc abordé l'intégration européenne avec des attentes totalement différentes. Or, l'UE ne pouvait rien offrir d'autre que ce qu'elle avait acquis auparavant en termes de structures et de pratiques dans le domaine de l'intégration économique et réglementaire au cours de la phase de formation du Marché commun et de la CE.

La naissance de l'UE comme facteur géo-politique

En particulier, le débat sur l'intégration intra-européenne n'a pas pris en considération le fait que l'UE, par son expansion vers l'Est, est devenue un facteur géopolitique. Il s'agissait pour elle certes « seulement » d'une étroite coopération économique. La politique étrangère et de sécurité ou même l'intégration n'a jamais été placée au premier plan. La règle de l'unanimité dans les traités européens, l'obligation de l'unanimité au Conseil, ont empêché durablement que des structures soient créées au niveau de l'UE, qui eussent pu mener un débat stratégique sur une position commune de l'UE et à partir de cette base, à prendre des décisions et agir.

L'UE se retrouve désormais à la croisée des chemins : peut-elle et veut-elle assumer ses responsabilités géopolitiques et procéder aux changements institutionnels nécessaires et opérer des changements pour cela ? Ou veut-elle continuer à se définir « uniquement » par l'intégration économique et laisser la question de la protection politique et militaire de ses intérêts en la matière aux États-Unis ?

Malgré toutes les critiques nécessaires et justifiées à l'encontre de son bureaucratisme et de son centralisme — L'UE est un espace de liberté, de diversité, d'État de droit, de démocratie et de justice sociale, qui est assez exceptionnel dans le monde et qui exerce souvent une vertu d'attraction et d'orientation considérable. Or, sans que cela soit remarqué en Europe et que l'on en parle vis-à-vis des États-Unis, l'UE n'aura pas spontanément la vertu d'établir une géopolitique qui lui soit propre.

Les États-Unis ne voudront ni ne pourront défendre l'Europe à toutes les conditions, nous ne devrions pas nous y abandonner en Europe. Qui doit et peut donc protéger les intérêts européens à la fin des jours, si ce ne sont pas les Européens eux-mêmes ?

Le débat sur une politique de sécurité commune, qui s'est ravivé dans le sillage de l'invasion russe, semble s'être à nouveau paralysé. Le principe de l'unanimité au Conseil fait qu'aucune décision commune ne peut être prise dans ce domaine. Pour cela, il faudrait des modifica-

tions dans les traités de l'UE, qui iraient bien au-delà de l'introduction du vote à la majorité au Conseil.

Manque de culture du débat stratégique dans l'UE

Les différentes traditions stratégiques en Europe de l'Ouest et de l'Est s'opposent. A l'Ouest, la guerre est considérée comme un moyen inefficace pour imposer ses propres intérêts. Au lieu de cela, il existe des expériences positives selon lesquelles la voie de la négociation permet d'obtenir de meilleurs résultats pour tous. A l'Est, en revanche, il y a une grande inquiétude face à l'impérialisme de la Russie, dont on ne peut guère se prémunir uniquement par des négociations pacifiques. La crainte est grande de se retrouver sans défense si on laisse sa propre sécurité nationale aux mains de l'UE, c'est-à-dire principalement entre les mains de l'Allemagne et de la France.

Il reste donc la possibilité de faire renaître le « Triangle de Weimar ». Si la France, l'Allemagne et la Pologne parviennent à établir un dialogue stratégique et à parvenir à une vision commune sur tous les aspects des questions de sécurité européenne, cela pourrait représenter un pas en avant décisif pour l'UE, compte tenu du poids de ces trois pays.

Pour moi, la conclusion s'impose : l'UE ne peut devenir un facteur géopolitique que si elle se montre capable d'établir ce dialogue stratégique en son sein. Pour le dire de manière pointue, elle ne peut hériter de la fonction de puissance protectrice des Etats-Unis pour l'Europe de l'Est que si elle est elle-même en mesure de protéger de manière crédible les pays d'Europe de l'Est contre les agressions russes. Cela n'est réalisable qu'au prix d'une intégration nettement plus forte dans le domaine de la sécurité.

Si cela n'aboutit pas ou si l'on n'y aspire même pas — et c'est ce qui semble être le cas aujourd'hui, alors qu'un sentiment de grande unanimité européenne sur les questions de sécurité s'était répandu au début de l'invasion russe —, les États-Unis pourront et devront continuer à agir en tant que puissance protectrice en Europe. Après tout, ce sont eux qui supportent actuellement la charge principale dans le domaine des finances et des livraisons d'armes à l'Ukraine. Ils sont la seule puissance capable de fournir de grandes quantités de crédits et d'armes quasiment à l'improviste. Tout le discours sur « l'autonomie stratégique », tout comme les lamentations sur les influences transatlantiques, qui semblent être de bon ton dans une partie de l'opinion publique allemande, peuvent en être épargnés si l'on n'est pas prêts à mettre à disposition des ressources stratégiques et à créer des institutions capables d'agir.

Formations de centre

« Bellicistes » versus « Pacifistes »

Dans le débat interne allemand, les paradigmes « bellicistes » et « pacifistes » s'affrontent sans frein, tout comme au niveau intra-européen. Les deux paradigmes cités sont en relation polaire : on ne peut pas négocier la paix avec une puissance comme la Russie actuellement si l'on ne peut pas se placer dans une certaine position de force militaire. Inversement, on ne peut pas mener un conflit illimité avec une puissance nucléaire, si l'on n'a pas une idée de ses propres frontières et de la manière dont on peut ensuite cohabiter pacifiquement avec elle.

Le débat stratégique devrait se montrer honnête. Nous ne disposons pas de ressources illimitées. Pour fournir en permanence des armes et des munitions à l'Ukraine, nous devrions renforcer considérablement nos industries d'armement, ce qui se ferait finalement au détriment de notre prospérité. Où est la limite ici et comment la sécurité et la prospérité peuvent être pensées ensemble, cela ne peut être déterminé que par un débat public. Les positions radicales, de quelques bords qu'elles soient, ne sont d'aucun secours.

La guerre a sa logique propre

Il est également possible d'argumenter d'un autre point de vue, que « bellicisme » et « pacifisme » sont des polarités interdépendantes. Au début de l'invasion, il s'agissait d'une guerre défensive. Donner des armes à la partie attaquée pour sa défense militaire était un impératif de l'heure, que les « bellicistes » furent les plus prompts à suivre. Entre-temps, notamment en raison de la livraison d'armes, la guerre est entrée dans une nouvelle phase, celle d'une guerre de position qui menace de se transformer en une guerre d'usure sanglante. Celle-ci ne coûte pas seulement en vies humaines et des infrastructures importantes, mais elle conduit de plus en plus à une brutalisation militariste dans les âmes des populations combattantes. Le point de vue inhumain des agresseurs « infecte » peu à peu celui des défenseurs.

Les positions « pacifistes » gagnent désormais en importance et peuvent sensibiliser au fait que l'Ukraine paiera un prix élevé. Cela pourrait être abordé dans les discussions avec les représentants ukrainiens afin d'entamer un processus de réflexion et de remettre lentement en question l'illusion de pouvoir mettre fin à la guerre de manière purement militaire. En outre, il convient de faire savoir que notre capacité de soutien a des limites.

Au final, les deux parties seront plus enclines à entamer des négociations de cessez-le-feu. Pour que celles-ci puissent avoir lieu, il faut que des institutions neutres déterminent les positions de négociation et les coordonnent avec les combattants des deux camps. Cela pourrait être la phase dans laquelle les forces « pacifistes » deviennent proéminentes et prennent le relais.

Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse, pas de « c'est à prendre ou à laisser ». Le débat, qu'il soit public ou à huis clos, devra porter sur l'évaluation de l'évolution actuelle. Cela ne peut se faire que concrètement ; un recours aux positions de principe, de quelque côté qu'il soit, ne mène ici à rien.

De tels débats sont monnaie courante dans une grande puissance comme les États-Unis et vont de soi. Pour nous, en Allemagne ainsi qu'en Europe dans son ensemble, de tels débats sont encore nouveaux.

L'Occident, l'axe Chine-Russie et le Sud global

Une formation d'un centre d'un autre type apparaît si l'on considère le polygone des forces qui sont entrées en tension, un polygone qui s'est formé entre les États-Unis, l'Europe, la Russie, la Chine et le Sud mondial, avec l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, les principaux pays émergents.

Tout d'abord, il faut bien comprendre que si l'Europe est géographiquement située entre la Russie et les États-Unis — Carl Schmitt aimait parler ici des deux « puissances ailées » de l'Europe –, mais plus guère politiquement. En Europe, nous avons opté pour la démocratie et sommes déterminés à la défendre contre les attaques intérieures et extérieures. Ici, il ne peut y avoir de juste milieu entre la démocratie et les formes d'État autoritaires, totalitaires, voire fascistes. Les États-Unis sont à cet égard un allié naturel. Sans leur engagement dans la seconde Guerre mondiale et après, nous n'aurions pas pu développer la culture démocratique que nous avons mise en place. Il faut retenir cette leçon historique.

Je ne vois guère ici comment l'approche de la *Dreigliedrigung* sociale pourrait permettre une forme de formation du milieu. Une démocratie qui fonctionne est une condition indispensable pour faire valoir les impulsions de notre approche du travail dans la société. Là où la démocratie n'existe pas, il faut la conquérir en priorité. Une autogestion dans la vie économique ou dans celle culturelle n'est pas envisageable, lorsqu'un État autoritaire ou totalitaire cherche à s'approprier le contrôle par la force. Je considère qu'on ne peut pas se passer d'une conscience républicaine dans nos milieux.

Il en va autrement si l'on quitte le regard euro-centrique sur la constellation de forces entre l'Europe et ses « puissances ailées » pour se tourner vers le niveau mondial au 21^{ème} siècle. Au niveau politique, on sait qu'un « conflit de systèmes » se développe entre les systèmes démocratiques (États-Unis et Europe) et les systèmes autoritaires (Russie et Chine). Mais cette approche perd de vue le Sud mondial, qui ne se positionnera pas aussi facilement sur cette question. Pour de nombreux pays, les expériences néocoloniales de coopération non égalitaire avec les pays occidentaux et d'exploitation jouent un rôle beaucoup plus important. Ou alors, il s'agit d'États très autoritaires

qui disposent de certaines matières premières nécessaires à l'industrie occidentale et qui sont donc courtisés par celle-ci. Dans les relations avec le Sud mondial, la stratégie de la confrontation des systèmes ne pourra être mise en œuvre que de manière limitée.

La Chine et la Russie tentent de prendre la tête de la polarité mondiale entre les pays industrialisés occidentaux et les pays émergents du Sud et de faire parler d'elles en tant que représentantes des intérêts du Sud mondial, notamment sur la question de la réforme des institutions de Bretton Woods et de l'ONU, vers un ordre multipolaire sans domination du Dollar. Les pays du Sud sont en phase avec la Russie et la Chine sur cette question. Il ne fait aucun doute que la domination des pays occidentaux sur les institutions internationales prendra fin dans un avenir proche. La seule question est de savoir quand et comment. Pour contrer la domination du Dollar, on assiste actuellement dans différentes régions d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Afrique au développement de « *Local Currency Settlements* » (LCS), c'est-à-dire d'institutions de compensation des paiements qui permettent de réduire les besoins en devises. Le but est de réduire considérablement les liquidités en Dollars (cf. Fofack 2023).

Si les pays occidentaux ne prennent pas en compte les intérêts et la situation des sentiments du Sud mondial et n'y répondent pas, ceux-ci se tourneront vers la Chine ou la Russie dans une mesure que nous considérerons comme problématique. Or, l'Europe ou l'UE, plus que les États-Unis, a la possibilité de développer des réponses appropriées : Dans le domaine de la coopération économique sur un pied d'égalité et dans le domaine du développement des cultures démocratiques différentes, nous sommes plus flexibles que les États-Unis, qui semblent manifestement ne vouloir que leur propre modèle de société (*American way of life*, égo-capitalisme, un système bipartite) qu'ils propagent et peuvent « répandre » au moyen d'interventions militaires. Le fait que cette approche attire de moins en moins dans le Sud global est évidente et ne se laissera vraisemblablement pas compenser par l'accentuation excessive du conflit systémique entre les démocraties et dictatures, d'autant plus que, vue globalement, tant la part de la population occidentale de la population mondiale ainsi que les volumes économiques occidentaux proportionnellement à l'économie mondiale, représenteront un pourcentage de plus en plus faible.

L'art politique consistera à faire l'un sans laisser l'autre de côté. Il est nécessaire que les démocraties s'épaient sur le plan politique et, si nécessaire, militaire. Parallèlement, il s'agit d'établir des relations commerciales équitables avec les pays du Sud mondial et d'entrer dans des relations commerciales équitables et de soutenir un développement économique et démocratique adapté aux possibilités régionales et aux ressources culturelles.

Une mondialisation non réglementée, telle que nous l'avons connue jusqu'à présent, touche ainsi à sa fin. La

guerre en Ukraine a entraîné un changement de mentalité, avant tout dans les domaines de la vie économique des pays occidentaux liés à la sécurité, et une réorganisation des chaînes d'approvisionnement dans le but de ne pas se rendre dépendantes d'adversaires potentiels ou d'opposant déclarés, comme tels au système démocratique. Des réflexions similaires sont certainement en cours en Chine et en Russie. Tant en Amérique du Sud qu'en Asie et en Afrique, on aspire à une plus grande indépendance vis-à-vis du Dollar et des fonds occidentaux et à une plus grande coopération régionale. Les besoins de développement économique sur place seront plus fortement au centre des préoccupations. Si l'on veut résumer ces tendances, on pourrait parler de la naissance de plusieurs pôles importants de mondialisation : un occidental démocratique, un chinois-russe-autoritaire et différents méridionaux, mais tous dans les domaines non stratégiques, qui se trouveront en interactions et échanges économiques les uns avec les autres.

Sozialimpulse 1^{4/22}/2023 ;

(Traduction Daniel Kmiecik — Le traducteur tient à remercier Stefan Padberg de son aimable disposition à tout moment à son égard.)

L'auteur

Stefan Padberg, études de technologie de l'information à Hambourg, ingénieur de développement dans l'automatisation des installations maritimes. A partir de 1992, formation de socio-thérapeute à Wuppertal et travail dans les services de suivi psychiatrique (jusqu'en 2012). Qualification complémentaire en pédagogie Waldorf et enseignement de l'informatique dans une école Waldorf. Programmeur Internet indépendant depuis 2012. Travaille pour *Mehr Demokratie e.V.* ; depuis 1998, animateur de l'AK-Europe et monde [Voir : <https://www.mehr-demokratie.de/mehr-demokratie/organisation/arbeitskreise/ak-europa-welt/>] . Depuis 2017, membre du cercle de coordination de l'initiative *Netzwerk Dreigliederung* . Depuis 2019, rédacteur de la revue "Sozialimpulse" et depuis 2020, membre du comité de direction de l'*Institut pour les questions sociales contemporaines e.V. Stuttgart*.

Littérature

Augustyniak, Piotr (2022): « *Aufzeichnungen in Zeiten des Krieges* [Aufzeichnungen in Zeiten des Krieges [Enregistrements en temps de guerre] », Dialog Forum, 16. März 2022,

<https://forumdialog.eu/2022/03/16/aufzeichnungen-in-zeiten-des-krieges/>

Brzezinski, Zbigniew (1999): *Die einzige Weltmacht. Amerikas Strategie der Vorherrschaft* [La seule puissance mondiale. La stratégie de domination de l'Amérique], S. Fischer Verlag, 1999

Fofack, Hippolyte (2023): « *Decolonizing Global*

Finance [Décoloniser une Finance mondiale] » Project Syndicate, 10.2.2023, <https://www.project-syndicate.org/onpoint/makingglobal-monetary-system-work-for-global-south-byhippolyte-fofack-2023-02> . Fofack ist Chief Economist und Director of Research bei der African Export-Import Bank (Afreximbank) [M. Fofack est économiste en chef et directeur de la recherche à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).].

Gloger, Katrin (2017): *Putins Welt* [Le monde de Poutine], Piper 2017

Mann, Thomas (1918): *Betrachtungen eines Unpolitischen* [Réflexions d'un apolitique]

Padberg, Stefan (2022): *Probleme des politischen Pazifismus und Thesen zur Neuordnung Europas* [Problèmes du Pacifisme politique et thèses sur la réorganisation de l'Europe] **Sozialimpulse** 2/2022, S. 36-40 [Traduit en français : SIS222.pdf, ndt]

Pelczyńska-Nałęcz, Katarzyna (2022): « *Der Krieg ist schon da. Der Westen muss das erkennen* [La guerre est déjà là. L'Occident doit en prendre conscience] », wyborcza.pl, 23.06.2022, <https://wyborcza.pl/7,75968,28615350,wojna-juz-tu-jest-zachodmusi-to-przyjac-do-wiadomosci.html>
Katarzyna Pelczyńska-Nałęcz, ancienne ambassadrice de Pologne à Moscou, est directrice de l'institut Stratégie 2050, un groupe de réflexion associé au parti Pologne 2050.

Sarotte, M. E. (2019): « *The Convincing Call From Central Europe: Let Us Into NATO* [L'appel convaincant de l'Europe centrale : Laissez-nous entrer dans l'OTAN] », Foreign Affairs, 12. März 2019, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/convincing-call-central-europe-letus-nato>

Steiner, Rudolf (1921/1986): *Rednerkurs, 1. und 2. Januar 1921* [Cours d'éloquence, 1er et 2 janvier 1921], GA 338, Dornach 1986

Zander, Helmut (2003): « *Der Generalstabschef Helmut von Moltke d.J. und das theosophische Milieu um Rudolf Steiner* [Le chef d'état-major Helmut von Moltke le Jeune et le milieu théosophique autour de Rudolf Steiner] » dans : *Militärgeschichtliche Zeitschrift* 62 (2003), N°2, S. 423-458, R. Oldenbourg Verlag München